

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Italie

OFFENSIVE DE CHARME DU PCI EN DIRECTION DES USA

Rome a été pendant plusieurs heures une ville déserte, hier mercredi. Tous

les magasins, les banques, les restaurants et les bars sont restés fermés : les transports en commun ont cessé de fonctionner et des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève ce jour-là pour protester contre le chômage, des jeunes notamment, et le sous-emploi chronique qui règne dans le sud du pays.

Respectueuses des décisions du ministre de l'Intérieur interdisant toute manifestation dans la capitale à la suite des heurts violents entre étudiants romains et policiers, les directions des trois centrales syndicales avaient accepté de différer cette journée de grève qui aurait dû normalement se dérouler vendredi comme dans l'ensemble du pays. Elles ont de plus refusé d'accueillir le cortège du mouvement étudiant qui a décidé en conséquence d'organiser de façon autonome sa propre manifestation.

Soucieux de protéger les révisionnistes italiens, le ministère de l'Intérieur avait déployé d'importantes forces de police aux points stratégiques de la ville, sur les grandes places et devant le siège du PCI.

Le premier ministre Andreotti doit rencontrer ces jours-ci ses fidèles supporters révisionnistes pour s'entretenir avec eux de la question de la réduction du «coût du travail», l'une des conditions mises par le FMI à l'attribution d'un prêt à l'Italie. Il sait pouvoir compter sur la compréhension de Berlinguer et a pu affirmer préventivement : «Je crois que ce point de vue est partagé par tous les partis et qu'il n'existe pas beaucoup d'objections sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à l'assainissement».

Les révisionnistes se coulent de plus en plus ouvertement dans leur fonction de gestionnaires du capitalisme italien. C'est le maire révisionniste de Rome qui accueillera officiellement ces jours-ci les représentants des 9 pays de la CEE venus célébrer le 20e anniversaire de sa fondation.

Son collègue de Florence se rendra pendant ce temps aux USA où il sera l'invité officiel de la ville de Détroit.

Enfin, deux révisionnistes italiens (et un français), membres de la commission de défense et des armements de l'UEO se rendront également en visite officielle aux USA le 27 mars prochain. Sur autorisation spéciale de Carter, remettant en cause une décision de son prédécesseur, ils pourront y visiter en toute impunité le centre d'essais des engins stratégiques de Vandenberg, la base aérienne d'Edwards avec visite du nouveau bombardier stratégique B-1, du chasseur F-16 et de la navette spatiale.

Moscou confirme :

Brejnev à Paris cet été

Moscou vient une nouvelle fois de confirmer la visite officielle de Brejnev en France cet été. Ce «sommet» franco-soviétique se situera donc dans le contexte de la conférence de Belgrade qui aura lieu en juin prochain pour faire le bilan de deux années d'après Helsinki».

Dans ce domaine, Brejnev a toutes raisons d'être satisfait de Giscard qui, en refusant ouvertement de se saisir de la question des droits de l'homme en URSS au nom de la «non-ingérence» s'aligne intégralement sur les exigences du Kremlin en ce domaine.

C'est pourquoi Brejnev continue, dans chacun de ses grands discours de politique internationale, de citer la France comme le pionnier de la «détente» en occident et comme un partenaire économique et culturel tout à fait satisfaisant.

(Suite p. 2)

Cinq ans après son crime,

TRAMONI, L'ASSASSIN DE PIERRE OVERNEY, ABATTU



Pierre Overney,
assassiné le 25
février 1972.

On se souvient : il y a 5 ans, Tramoni, de la milice «privée» de l'entreprise «nationale» Renault, assassinait le jeune ouvrier révolutionnaire P. Overney, devant la porte de l'usine de Billancourt. Plus de 200 000 personnes criaient lors de son enterrement leur haine du capitalisme et de ses défenseurs. «Marchais-Séguy, complices des tueurs» : tel était alors l'un des mots d'ordre lancé à la face de ces individus qui, reprenant les arguments de la direction, avaient osé rejeter la faute sur «les semeurs de troubles gauchistes venus de l'extérieur».

Tramoni, accusé sans discussion possible par une photo, fut légèrement condamné et bien vite relâché. Certains ont voulu châtier le coupable, l'ont donc abattu mercredi soir de 5 coups de revolver..

Mais, contrairement à ce qu'affirme le communiqué qu'ils ont publié, la classe ouvrière n'a pas oublié Pierrot : elle le vengera un jour en abattant le système capitaliste pour construire sur ses ruines un monde nouveau débarrassé des Tramoni, des patrons et de ses complices : le socialisme puis le communisme !

Editorial

Séguy relance «L'action» syndicale : Il nous prépare de mauvais coups

Avez-vous vu un voleur s'accuser de vol, un ennemi juré des travailleurs leur dévoiler les plans de ses mauvais coups ?

Non bien sûr :

— A entendre les patrons, ils font tout leur possible pour les ouvriers, à qui ils «donnent généreusement» du travail !

— A entendre M. Séguy, ce serait lui le plus grand défenseur des travailleurs : le voilà qui lance des avertissements et menaces. «Il y aura des explosions» (interview à Ouest-France).

Cela mérite réflexion, venant de celui qui, en 68, reçut en plein visage l'«explosion» de la colère des ouvriers de Renault auxquels il venait annoncer les tristes accords qu'il allait signer à Grenelle.

Regardons de plus près : l'Union de la gauche vient de remporter une victoire électorale aux municipales.

La marche vers le pouvoir ainsi ouverte, «les explosions» dont Séguy menace sont naturellement inscrites dans ce cadre et l'objectif est clairement fixé : «Il est parfaitement possible de poursuivre l'action syndicale de façon responsable sans tomber dans quelque provocation que ce soit, mais en continuant à exercer la pression maximum sur le gouvernement et le patronat tout en créant les meilleures conditions pour que la gauche gagne les prochaines élections aussi largement que possible».

Voilà qui est clair... et pas très nouveau. Alors pourquoi Séguy monte-t-il sur ses grands chevaux ? C'est que, la crise du capitalisme étant ce qu'elle est

(profonde, liée à la nature du système lui-même) et les municipalités étant ce qu'elles sont (rouages de l'État capitaliste), la «victoire de la gauche» n'empêche pas la situation des travailleurs de se dégrader... et leurs luttes de se développer : le problème pour la bourgeoisie, c'est de les enrayer !

Pour elle, il urge donc de négocier, «droit essentiel et fondamental, raison d'être des organisations syndicales» selon Séguy, qui renchérit : «Le mois d'avril ne devrait pas se terminer sans que d'importantes négociations s'engagent, pour éviter des conflits sociaux encore plus graves».

Ainsi donc, gagner les prochaines élections le plus largement possible, en évitant de trop graves conflits sociaux, par une action syndicale «responsable» : voilà le programme de Séguy.

Il a de plus l'avantage de montrer combien est indispensable son parti, le PCF, ses «responsables» syndicaux et autres, son encadrement de la classe ouvrière, pour éviter de «trop graves conflits» :

— comme à la BSN à Rive-de-Gier : après l'élection d'un maire PCF, les dirigeants syndicaux ont décidé la reprise... pour imposer la négociation «par d'autres formes d'action»

— comme ce jeudi à la BNP : la CGT ne s'associe pas à la journée de grève (une journée, c'est trop !) après l'intervention des flics et les sanctions !

Cela promet !

Cela promet aussi des «explosions» qui ne seront pas du goût de Séguy.

● Afrique du Sud

Perquisitions de la police raciste

La police a perquisitionné mercredi dans les bureaux de nombreuses organisations opposées à la politique d'apartheid du raciste Vorster à Johannesburg, à Prétoria et au Cap.

Les perquisitions ont été opérées dans les bureaux de la salle de conférence des archevêques catholiques à Prétoria, de l'institut chrétien du Cap et dans les bureaux d'un juge de Johannesburg.

Les maisons de membres d'organisations noires de Soweto ont également été fouillées par la police. Il s'agit notamment de membres de l'organisation des étudiants sud-africains (SASO) et de la convention du peuple noir (BPC).

Au Cap, les locaux d'une organisation féminine libérale ainsi que ceux de l'institut des relations raciales ont aussi été «visités».



• Berre-L'étang

Quand les faits ne correspondent pas aux écrits !

Les dirigeants du P C F, que ce soit au niveau national aussi bien que local, se sont souvent faits les champions des libertés et, en particulier, de la liberté d'expression.

Quant à leurs livres :
- «Vivre libre» (déclarations des libertés) avec les articles 11, 12, 17, 18, 60, et 64.

- «Programme commun de gouvernement» avec le chapitre I de la 3e partie.
- «Le socialisme aux couleurs de la France» pages 76, 78 et 103.

- «Le défi démocratique» chapitre III : «Nous crions liberté», pages 81 à 96.

Mais ces belles paroles dans leurs discours, ces beaux écrits, que deviennent-ils dans la réalité ?

LES FAITS

Alors que l'Humanité rouge demandait le hall de la salle des fêtes pour une réunion-débat le 10 mars, il lui a été répondu «non».

La mairie (comprendre le P C F) ayant bloqué cette salle pour toute organisation jusqu'au 20 mars. Mais l'Union des femmes françaises, appendice du P C F, organisait une réunion le 12 !

Bien que ne «participant pas aux élections», l'Humanité rouge décidait de coller des affiches. Un jour après,

pratiquement tous les panneaux, murs et emplacements réservés à l'affichage étaient recouverts des affiches du P C F.

L'«Humanité rouge» fit un autre collage occupant uniquement un tiers des panneaux et, de nouveau, le P C F recouvrit systématiquement nos affiches.

LES DIRIGEANTS DU P C F UNE NOUVELLE BOURGEOISIE

Ainsi le P C F foule aux pieds ses propres déclarations et écrits ! Il ne tolère pas que des idées autres que les siennes soient exprimées.

Les dirigeants du P C F ont peur des idées marxistes-léninistes car toujours plus ceux-ci les démasquent pour ce qu'ils sont : des escrocs politiques, une nouvelle bourgeoisie qui trompe les travailleurs pour succéder à celle en place.

Mais que les dirigeants du PCF sachent que, même si leur appétit démesuré en m2 de panneaux et de murs demeure, même si ils cherchent par tous les moyens à nous isoler, les communistes marxistes-léninistes de l'«Humanité rouge» continueront à exprimer leurs idées !

Correspondant HR

Connaissance de l'Albanie socialiste

SOIRÉE D'INFORMATION

exposition photographique, musique
montages audio-visuels

JEUDI 31 MARS A 20 H

32, rue Losserand - Paris 14e

Soirée organisée par le comité Paris-Sud de l'Association des amitiés franco-albanaises



la crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne

par Lucien Nouveau



L'Afrique en pleine effervescence

L'Afrique est actuellement le point de convergence de toutes les rivalités et de toutes les activités internationales.

L'Afrique du Sud, tout d'abord, est aujourd'hui le sujet de préoccupation du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'AFRIQUE DU SUD

A cette occasion, le nouveau représentant des USA, Andrew young, devra s'expliquer sur la livraison, pour 1976 et malgré l'embargo de 1963 sur les ventes d'armes au raciste Vorster, de plus de 300 000 dollars de matériel militaire au régime de l'Appartheid, soit 67 % de plus que l'année précédente.

Les débats devraient durer une dizaine de jours, et se dérouleront en présence des représentants de deux mouvements de libération, le Congrès national africain et le Congrès panafricain d'Azanie, autorisés par le Conseil à participer aux délégués sans avoir le droit de vote.

Déjà de nombreuses délégations ont pris la parole pour demander que soient renforcées les mesures de contrôle international contre les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Le représentant de l'Égypte a notamment rappelé les récentes décisions du Sommet du Caire sur la question.

Au Zaïre, l'agression soutenue par les sociaux-impérialistes semble avoir fait

long feu.

LES PROJETS DE MOSCOU

L'armée zairoise a pris l'offensive et tente actuellement de reprendre les dernières villes aux mains des agresseurs, en particulier Dilolo.

C'est un échec très sévère que subissent les sociaux-impérialistes soviétiques et leurs larbins cubains au moment même où Podgorny et Castro préparent leurs grandes manœuvres en Afrique australe.

Le plan de Moscou est, en faisant pression, par la ruse ou par la force sur les cinq pays dits de ligne de front, de pouvoir contrôler les mouvements de libéra-

tion namibiens, Azaniens et Zimbabwe afin de les détourner de leurs justes perspectives. Dans ce sens, l'Angola n'aurait été qu'une répétition générale, le but final des nouveaux tsars étant en fait de faire passer sous leur domination toute la partie de l'Afrique située au sud de l'Équateur. Cette position permettrait, outre le pillage des richesses naturelles de ces pays, (diamant, or, minerais) un contrôle sur la voie maritime stratégique qui passe par le cap de Bonne Espérance et par laquelle transite la quasi-totalité du pétrole européen.

FAIRE CONFIANCE AUX PEUPLES DU TIERS MONDE

L'agression du Zaïre faisait également partie de ce plan.

En fait, le plan de Moscou est sans faille, à une condition : il suppose en effet que les pays que visite actuellement Podgorny la Tanzanie, le Mozambique et la Zambie, acceptent de se plier au diktat des nouveaux tsars.

Ceci est loin d'être évident. Si certes, l'envoyé de Moscou y a été effectivement invité, ce serait être naïf que de croire que des peuples qui ont combattu plusieurs années les armes à la main pour leur indépendance, puissent accepter de se replacer si facilement sous la coupe de l'impérialisme même si celui-ci arrive à sourire à la bouche.

Il faut faire confiance aux peuples du tiers monde. Ce sont eux qui ont déjà porté de rudes coups à l'impérialisme yankee, ce sont eux qui en porteront de plus rudes encore au social-impérialisme.

Moscou confirme : Brejnev à Paris cet été

(Suite de la p. 1)

Mais il renforce dans le même temps ses pressions pour réduire les divergences qui continuent d'exister entre Paris et Moscou. Celles-ci se sont manifestées principalement ces derniers temps sur les méthodes à préconiser pour parvenir à un hypothétique désarmement ; la France refuse toujours de participer aux conférences

de Genève sur le désarmement et de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe.

Elle a également rejeté, comme les autres membres de l'Alliance Atlantique, les dernières propositions du Pacte de Varsovie visant à obtenir un engagement réciproque à ne pas utiliser le premier l'arme nucléaire et à ne pas élargir leurs alian-

ces militaires respectives.

Paris, enfin, ne semble pas d'accord pour concevoir la prochaine conférence de Belgrade comme un tremplin vers la conclusion d'autres accords internationaux, notamment dans le domaine militaire.

C'est de toutes ces questions que Brejnev entend donc venir causer à Paris, en maniant à la fois la carotte et le bâton.

• Saint-Domingue

De nouvelles manifestations devaient avoir lieu mercredi à St Domingue où les étudiants entendent protester contre l'occupation militaire de l'université autonome survenue il y a une semaine, et contre le renvoi de plus de 70 professeurs et le maintien en détention d'étudiants appréhendés au cours d'incidents dans les rues de la capitale.

• Benin

«Il ne peut faire de doute que le Bénin a été victime d'une agression». Telle est la conclusion très nette de la mission spéciale du Conseil de sécurité des Nations unies chargée d'effectuer une enquête en République

populaire du Bénin après les événements survenus le 16 janvier dernier à Cotonou.

Son rapport établit clairement qu'un commando de mercenaires, dont la plupart étaient des blancs, a commis une agression caractérisée contre le Bénin. Il met également en garde contre le fait qu'une opération analogue pourrait être menée ailleurs, dans des buts semblables, contre de petits pays sans défense.

• Sommet de Niamey

La rencontre au sommet qui s'est tenue les 19, 20 et 21 mars à Niamey, au Niger, et qui a regroupé les chefs d'État et de gouvernement d'Algérie du Mali, du Tchad, du Niger et de la Libye, s'est achevée par l'adoption d'un communiqué commun réaffirmant leur volonté d'une coopéra-

tion renforcée, dans le cadre des principes et des idéaux de la charte de l'OUA.

Ce resserrement des liens entre les 5 États riverains du Sahara se traduit par la constitution d'une entité économique régionale dont la première réalisation est la construction de la route transsaharienne en cours d'achèvement.

Les 5 chefs d'État se sont engagés à régler leurs différends par le moyen de négociations pacifiques. Ils ont également exprimé leur indignation devant la recrudescence des initiatives impérialistes et le recours au mercariat pour déstabiliser le continent africain et porter atteinte à la souveraineté et à la sécurité de ses jeunes États.

• Palestine occupée

Les détenus palestiniens de la prison d'El Khalil poursuivent la grève

de la faim qu'ils ont entamé par solidarité avec les détenus de la prison d'Achekelon qui ont entamé la lutte il y a maintenant 3 semaines.

Cette action continue d'entraîner d'importants mouvements de solidarité et des soulèvements populaires dans les territoires occupés. D'autant plus qu'en Cisjordanie, les autorités sionistes viennent de confisquer 1 200 ha de terres aux paysans arabes de la région.

• URSS

L'antisémitisme le plus grossier est actuellement propagé en URSS par les services de propagande du Kremlin. La presse de Brejnev présente souvent les juifs vivant en URSS comme «accapareurs d'armes» et «agents de la CIA». Deux films récents sur ces thèmes ont été programmés à la télévision soviétique. Le deuxième était accompagné de la projection d'une liste de noms et d'adresses de juifs soviétiques ainsi désignés normalement à la vindicte ligue.



A propos de France-Irlande

On en a assez de la gloriole, on veut jouer au rugby dans la bonne humeur

La victoire du XV de France sur l'Irlande samedi dernier a été encore une fois l'occasion de prouver que les Français ne sont pas des «minués», que les Français sont bien les meilleurs.

On en a assez d'entendre ces sérénades !

A quoi se réduit un match de rugby maintenant ?

Interview d'un joueur du XV de France, Jean Desclaux.

«Ce ne fut pas la ballade irlandaise. Au début, il a fallu les contenir. Les avants après avoir peiné, se sont très bien ressaisis après 20 mn. Ensuite, ce fut le pilonnage. Nous avons fait un match plein, même s'il fut parfois prudent. Une seule chose importait pour nous : GAGNER».

Qu'est-ce qu'un ouvrier enfermé dans son atelier, toute l'année, va gagner, lui, à ce que l'équipe de France remporte le grand Chelem (une victoire à chaque fois) du tournoi des cinq nations ? On veut qu'il ait de l'ad-

miration pour des vedettes, et que lui, simple ouvrier, se sente écrasé, tout petit devant de tels hommes qui ont «de la valeur».

Pour couronner ce triste spectacle de 15 joueurs propageant, plus ou moins malgré eux, l'idée qu'un peuple peut être supérieur à un autre, 10 000 français s'entassaient dans les tribunes irlandaises en uniforme bleu, banc, rouge !

C'est à vous dégoûter de jouer au rugby !

Et pourtant, c'est un sport formidable, qui fait appel à l'esprit d'équipe, où des tas d'initiatives peuvent être prises ! On peut vraiment s'y amuser.

J'espère que les camarades du sud de la France organisent des matches de rugby amicaux, parce que les matches de championnat tels qu'on les voit ne peuvent être que mauvais pour l'unité des gens du peuple.

Un lecteur Ancien joueur de rugby, ayant arrêté pour ne pas prendre des coups inutiles.

• Saint-Nazaire

Succès de la projection de «Comment Yukong déplaça les montagnes»

C'est à l'initiative du comité local de l'Association des amitiés franco-chinoises que «Comment Yukong déplaça les montagnes» a commencé à être projeté à Saint-Nazaire, dans un cinéma de la ville: Deux parties ont déjà été projetées, celles de «Une femme, une famille» et «Le village de pêcheurs».

Ce sont plus de 500 personnes qui ont pu se rendre compte des transformations intervenues en Chine depuis la grande révolution culturelle prolétarienne. Des extraits de la seconde partie («Histoire de ballon») ont été présentés aux ouvriers de la SNIAS, sur leur lieu de travail.

Les nazairiens ont ainsi l'occasion de voir ce que si-

gnifie la dictature du prolétariat en Chine, pays socialiste du tiers monde. Présenter le socialisme en Chine, la vie quotidienne des travailleurs chinois, la démocratie prolétarienne en Chine, la politique du parti communiste chinois ne peut manquer de rendre à la classe ouvrière son enthousiasme et sa confiance en l'avenir, sa confiance en la révolution prolétarienne.

Les prochaines projections auront lieu du 16 au 19 avril («La pharmacie», «une caserne», «les artisans»), du 7 au 10 mai («le professeur Tsié»), «l'usine de générateurs»), du 21 au 24 mai («autour du pétrole», «impressions d'une ville»). Correspondant St-Nazaire

FESTIVAL DU FILM ARABE CINÉMA LE SEINE

10 RUE SAUTON - Métro Maubert-mutualité

JEUDI 24

14 H Au Pays de Tararani - de Hamouda Ben Halima Hedi Ben Khalifa Ferid Boughedir

16 H Le retour de l'Enfant prodigue - de Youssef Chamine.

18 H Kafir Kassem - de Borhan Alaouyé

20 H Le retour de l'Enfant prodigue

22 H Au pays de Tararani

• Prison d'Arenc - Marseille

Exigeons la fermeture de la prison illégale !



Les illusions de Poniatowski...

A la suite des plaintes déposées par deux travailleurs immigrés passés par Arenc, une procédure judiciaire fut engagée. Un collectif d'information contre la prison d'Arenc fut créé. La lutte contre l'internement de travailleurs immigrés sans jugement, la lutte contre la prison illégale était lancée.

Le juge d'instruction est venu à la prison, a consulté le registre des entrées et des sorties et en a conclu que la prison était bien illégale !

UN DOSSIER ENCOMBRANT

Mais le juge n'avait pas affaire à des coupables ordinaires. Comme toutes les décisions concernant Arenc venaient du préfet de police de Marseille, l'inculpation devait selon la loi être prononcée par un magistrat d'une autre ville. En juin 1976, le doyen des juges d'instruction de Marseille faisait des démarches en ce

sens.

Mais le parquet de Marseille commença par bloquer le dossier pendant quatre mois.

En novembre 1976, il prenait position sur le fond de dossier (ce qui n'est pas son rôle) et il demandait un non-lieu ! Le conflit entre le juge et le parquet était tranché par la Cour d'appel d'Aix-en-Provence qui rejetait la demande de non-lieu du parquet.

Mais la prison existe toujours.

LA LUTTE CONTINUE

Le collectif d'information contre la prison d'A-

renc vient de lancer l'appel suivant :

«Parce que nous n'acceptons pas qu'une prison illégale et clandestine fonctionne aujourd'hui à Marseille.

«Parce que nous n'acceptons pas les pressions du gouvernement sur l'appareil judiciaire.

«Parce que nous n'acceptons pas que l'arbitraire policier s'érige en loi.

«Parce que nous n'acceptons pas que le gouvernement et le patronat s'ingénient à rendre la condition des travailleurs immigrés plus pénible, plus dangereuse et plus incertaine.

«Parce que nous n'acceptons pas d'être les complices d'un simulacre de justice, rendu en notre nom.

«Parce que nous n'acceptons pas que les responsables de cette prison ne soient pas inquiétés.

«Nous appelons tous ceux pour qui le mot justice n'est pas un tissu de lois inextricables, ni une institution d'une classe sociale, mais une réalité bien ancrée dans la vie quotidienne, à manifester leur indignation en participant à la

MARCHE REGIONALE D'INFORMATION SAMEDI 26 MARS MARSEILLE RASSEMBLEMENT à 17 H ESCALIERS DE LA GARE

Adresse du collectif Arenc : 2 rue Philippe de Girard 13001 - Marseille Tél : 39-70-63 Marseille

Krivine prend conseil auprès de Marchais



Mercredi 23, on trouve à la une de «Rouge» le même titre exactement qu'à la une de l'«Humanité».

Comme quoi... On savait déjà que la «Ligue» de Krivine avait eu le droit d'écrire trois lignes dans le journal local du PCF à Saint-Étienne. On ne savait pas encore qu'ils faisaient ensemble les titres de leur page une !

Toujours la même question : Krivine est-il un grand révolutionnaire ? Toujours la même réponse : non, les trotskistes ne sont que les petits chiens des révisionnistes !

COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES du 21 au 27 MARS

Jeud i 24 mars 14 H - «Une femme, une famille» 21 H «Le village de pêcheurs»

A CRÉTEIL MJC DU MONTMESLY 100 RUE JULIETTE SAVAR - CRÉTEIL 94000 - Métro Créteil préfecture terminus

PASSEZ VOS COMMANDES



• Trigano-Caravelair
Tournon (Ardèche)

Qui s'attaque aux ouvriers combattifs ?

Il y a un an, en mars 1976, une grève de 9 jours (issues et sortie des caravanes bloquées, campement et rondes des grévistes aux alentours etc.) avait marqué cette entreprise aux conditions de travail particulièrement dures : il suffit pour s'en convaincre d'écouter les travailleurs parler de cette époque, bien que la grève n'ait guère donné de résultats !

L'attitude de certains délégués CGT (non grévistes) avait alors été dénoncée et des fonctionnements démocratiques (AG en particulier) mis en place, sous l'impulsion de militants de la CFDT.

Ceci n'est guère du goût des fervents de l'Union de la gauche et du Programme commun, qui ont lancé depuis une série d'attaques contre ces militants combattifs (dont un camarade de l'HR), les mêmes que la direction avait voulu licencier après la grève ! Les résultats sont un certain « dégoût » des travailleurs à l'égard du syndicat et le dépérissement de la section CFDT pour l'instant.

Ce fut d'abord le cas en janvier du délégué représentant la CFDT au CE, désavoué comme représentant par l'UL auprès de la direction (voir HR No 614).

Ce fut ensuite le cas de notre camarade, lors des élections des délégués du personnel au début du mois, tous les moyens furent bons :

- Racontars mensongers sur un gars d'HR qui aurait « semé la merde dans une boîte et se serait tiré » (ce qui est une pure invention !)

- « Enquête » (c'est-à-dire pressions) auprès des travailleurs pour rayer les camarades.

- Pour couronner le tout, une affiche signée de la section (!) annonçant que le camarade était exclu de la CFDT.

Une trentaine de gars ont attendu le délégué syndical principal exécuteur de ces basses œuvres pour lui demander des explications (la section n'avait même pas discuté de ce genre d'éventualité !) et pour retirer l'affiche !

Ni le délégué syndical, ni son adjoint n'ont été élus ! Mais, restant délégués syndicaux, ils peuvent encore (et ne manquent pas de le faire) infléchir le fonctionnement démocratique de la section CFDT (réunions à des heures où l'on ne peut pas aller, décisions prises en dehors et sans discussions etc.)

• CEOM La Garenne-Colombes-Epinay

Eboueurs en lutte 3^e semaine d'occupation du dépôt

Depuis trois semaines, les éboueurs de la CEOM (dépôt de la Garenne-Colombe Hauts-de-Seine et Epinay ; Seine-Saint-Denis) occupent jour et nuit le dépôt avec l'aide des militants des UL CFDT, ceci afin de se préparer à riposter à tout envoi par le patron d'un commando de nervis.

Nos lecteurs se rappellent qu'en 76 Dobrouckess, le patron, avait embauché un groupe de gros bras ; la leçon a été retenue d'autant que le 1^{er}, cinq individus ont tenté de pénétrer dans le dépôt de la Garenne. Leurs revendications :

- 200 F pour tous
- Alignement des salaires d'Epinay et de la Garenne.
- deux paires de gants en cuir par mois.
- Elections de délégués du personnel (réclamés depuis 73).
- Douches chauffées.

- 15 jours de délais de route pour revenir au pays.

(Les éboueurs ont presque tous marocains).

Les collectes organisées sur la plupart des entreprises de la région, les marchés, les gares et même au lycée de Bois-Colombes, démontrent une solidarité de classe active et aussi que le mot d'ordre : « Français-

immigrés, une seule classe ouvrière », passe dans les faits.

Plus de 1 500 travailleurs ont déjà manifesté concrètement leur solidarité.

Un autre dépôt important de cette entreprise la CEOM, existe à Fresnes, organisant le ramassage sur six communes du Sud des Hauts-de-Seine. La grève devrait s'y étendre prochainement.

Correspondant HR

Après 30 jours de grève CHEZ MESNEL, RIEN NE SERA PLUS COMME AVANT

Chez Mesnel, à Carrière-sur-Seine, les ouvriers et les ouvrières, à forte majorité immigrés, étaient traités comme des chiens. C'étaient les cadences infernales, l'absence d'hygiène et de sécurité, les brimades quotidiennes des petits chefs d'atelier.

En janvier dernier, le patron supprime les 2 X 8 pour les remplacer par l'horaire normal. Il en profite pour diminuer les salaires : l'heure pas-

Les revendications des travailleurs :

- pas de salaire inférieur à 2 100 F, 40 h par semaine (sans diminution de salaire), mensualisation, intégration de la prime d'assiduité et de qualité dans le salaire, meilleures conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.

Les ouvriers s'organisent

* Election d'un comité de grève (syndiqués et non syndiqués).

* Piquet de grève jour et nuit aux portes de l'usine pour expliquer aux chauffeurs des camions que : pénétrer dans l'usine pour charger ou décharger du matériel, ça serait briser leur grève. Cette action avait pour but d'empêcher Mesnel de transporter des machines dans son usine de Colombes.

* Collectes aux portes des usines, sur les marchés, aux gares : à Carrière, Bezons, Sartrouville, Argenteuil, à Saint-Lazare, à la Défense...

* Délégations aux deux autres usines de Mesnel : à celle de Colombes et à celle de Normandie pour expliquer leur lutte et appeler à la solidarité.

Lutte sur 2 fronts

Le patron utilise tous les moyens mis à sa disposition par ceux de sa classe au pouvoir :

* Il traîne devant les tribunaux des membres du piquet de grève pour « atteinte à la liberté du travail ». Il subit un échec.

* Il tente de pénétrer dans l'entreprise à l'aube avec ses camions, aidé par un huissier et un commissaire de police : les ouvriers du piquet de grève transformé, grâce à leur détermination, cet assaut en un échec lamentable pour le patron qui repart avec ses camions.

* Il fait appel à « sa » police : 200 CRS et leurs chiens sont venus déloger les 19 travailleurs du piquet de grève à 4 h 30 du matin. Le piquet se reforme dès le départ de la police !

* Il a fait de nouveau appel aux CRS pour empêcher les camions d'entrer : 5 blessés. Les camions ne sont pas entrés !

* Le patron a été jusqu'à utiliser des hélicoptères pour pénétrer dans

son usine. Pour ça, il trouve de l'argent !

Ces manœuvres du patron montrent qu'il est prêt à tout POUR CONSERVER SES PROFITS, mais les travailleurs de chez Mesnel ne se laissent pas démoraliser, ni par ces démonstrations de force de la bourgeoisie, ni par les conseils défaitistes du bonzillon CGT-PCF, Berthier, quand celui-ci propose d'entamer des négociations avec le patron en commençant par reculer sur la revendication 40 h par semaine.

Cet individu s'est - entre autres - « distingué » en refusant la présence, aux négociations avec le patron, du comité de grève élu par les ouvriers. C'est tou-

se de 11,42 F à 10,42 F. Il ramène la semaine de 43 h à 40 h (avec diminution de salaire). Par la suite, il ordonne que le jour de grève de l'EDF soit chômé non payé et récupéré le samedi.

Les ouvriers lui répondent en février par la grève illimitée.

A la section CGT, présente depuis quelques mois, vient s'ajouter au moment de la grève une section CFDT.

Sur Argenteuil, où Berthier est bien connu, soit comme secrétaire d'une section CGT, soit comme membre du PCF, il se garde bien de populariser, d'organiser le soutien aux ouvriers de Mesnel. Même sur son lieu de travail, il n'y aura pas de collecte. Ainsi les ouvriers de chez Mesnel auront eu, au cours de cette grève, à lutter contre un patron de combat mais aussi contre un ennemi plus perfide, déguisé en frère de classe.

Sur Argenteuil, où Berthier est bien connu, soit comme secrétaire d'une section CGT, soit comme membre du PCF, il se garde bien de populariser, d'organiser le soutien aux ouvriers de Mesnel. Même sur son lieu de travail, il n'y aura pas de collecte. Ainsi les ouvriers de chez Mesnel auront eu, au cours de cette grève, à lutter contre un patron de combat mais aussi contre un ennemi plus perfide, déguisé en frère de classe.

avril, plus 1 % en juillet, plus 2 % en octobre)

- 42 heures en janvier 78

- 41 heures en juillet 78.

On est loin des revendications initiales.

Mais au cours de la grève les travailleurs se sont organisés et se sont donc renforcés. Actuellement, les travailleurs, même les non-grévistes, se syndiquent et sont tous unis.

Hier le patron, aidé de ses petits chefs d'atelier, faisait tout pour faire peur aux ouvriers, pour intimider les grévistes, pour diviser les travailleurs.

Les chefs, ils ne parlent plus comme avant, ils savent que maintenant ils n'ont plus en face d'eux un ouvrier prêt à tout accepter, mais 300 ouvriers unis prêts à réagir, 300 prêts à lutter.

La direction a osé ces jours derniers assigner au tribunal des responsables de la CGT et ceux de la CFDT qu'elle accuse de lui avoir fait perdre 120 millions et des clients : ce qui montre d'ailleurs que lorsque les ouvriers travaillent c'est au moins 120 millions qu'ils permettent au patron de se mettre dans la poche !

D'autre part, le patron déchire le protocole d'accord qui avait été signé : cela montre aussi qu'on ne peut jamais faire confiance à un patron.

Un patron essaye toujours de reprendre ce que les ouvriers lui ont arraché dans la lutte classe contre classe.

La semaine dernière la direction a tenté de donner son compte à un ouvrier qui refusait d'accomplir une tâche pour laquelle il n'avait pas été embauché. C'était comme par hasard, un élément combatif qui avait participé au piquet de grève. L'ouvrier avait 1/4 d'heure pour prendre son compte.

Si le patron voulait tester la combativité des travailleurs, il est mal tombé : débrayage d'une demi-heure, ils imposent que l'ouvrier ne soit pas mis à la porte et reprenne son travail normal.

Aujourd'hui, le patron est obligé de compter avec l'unité des travailleurs organisés.

Chez Mesnel ça ne sera plus jamais comme avant. D'autres luttes se préparent.

Correspondant HR
Avec des travailleurs de chez Mesnel.



L'activité anti-ouvrière des responsables CGT-PCF est une politique globale

Nous, communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, nous disons que tout cela n'est pas particulier à Berthier et à ses collègues.

En fait, nous le constatons dans de nombreuses luttes. A la base, les ouvriers veulent l'unité : L'union pour être fort, pour vaincre.

Mais les dirigeants CGT-PCF s'efforcent constamment de freiner la combativité, de négocier avec le patron sans principes, de ne pas populariser la lutte, de démobiliser par des propos pessimistes, de diviser les travailleurs par tous les moyens, au nom de leur prétendue « solution miracle » : « Tous nos problèmes seront réglés quand on aura voté pour le Programme commun ».

Ils veulent d'autant moins organiser la lutte de classe que le PCF au pouvoir fera la même politique que les Giscard-Barre et compagnie.

Ils ne veulent pas de l'unité des ouvriers sur la base des intérêts de la classe ouvrière, car alors ils seraient rejetés.

La reprise

Après 30 jours de grève, début mars les ouvriers ont repris le travail plutôt que de voir leur grève pourrir comme le souhaiterait le patron.

Qu'ont-ils obtenu ?
- 43 heures par semaine au lieu de 43 heures 45.
- 10,65 F (plus 3 % en

